

ARRETE FIXANT LA LISTE D'APTITUDE POUR L'ACCES AU GRADE D'AGENT DE MAITRISE PAR VOIE DE PROMOTION INTERNE

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Côte d'Or,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n° 88-547 du 06 mai 1988 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux,
- Vu l'avis de la commission administrative paritaire de catégorie C réunie le 13/06/2017,

CONSIDERANT QU'IL N'EXISTE AUCUN QUOTA POUR ACCEDER AU GRADE D'AGENT DE MAITRISE PAR VOIE DE PROMOTION INTERNE POUR LES TITULAIRES DU GRADE D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2EME CLASSE ET PRINCIPAL 1ERE CLASSE ET QUE LES CONDITIONS D'ANCIENNETE SONT REMPLIES PAR LES CANDIDATS PROPOSES.

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

La liste d'aptitude au grade d'agent de maîtrise au titre de la promotion interne de l'année 2017 est établie comme suit :

ETIENNE CAUVET
JOSIANE FORSTINGER
JACQUES GUILLOTIN
JEAN-SYLVAIN MICHEL
HERVE MILOT
LHOUSSAINE MOURTADA
LAURENT ORTS
DOMINIQUE VAUGIN

ARTICLE 2^{EME}

La date d'effet de cette liste d'aptitude est fixée au 16 juin 2017.

ARTICLE 3^{EME}

L'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement. Elle est valable pendant quatre ans à partir du 16 juin 2017 sous réserve que le candidat qui ne serait pas recruté à l'issue de la première année et, le cas échéant, de la deuxième et troisième année, fasse connaître son intention d'être maintenu sur la liste d'aptitude avant respectivement le 16 juin 2018, le 16 juin 2019 et le 16 juin 2020.

Après deux refus d'offre d'emploi dûment notifiée (recommandé avec accusé réception) transmise par une collectivité ou un établissement public au Centre de Gestion de la Côte d'Or, le candidat est radié de la liste d'aptitude.

ARTICLE 4^{EME}

Le Président du Centre de Gestion certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif (22 rue d'Assas – 21000 Dijon) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5^{EME}

Le Président du centre de gestion est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera :

- transmise à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or,
- affiché au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Côte d'Or, sis 16-18 rue Nodot à Dijon,
- transmis à tous les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale,
- notifié aux intéressés.

Transmis au représentant de l'Etat le



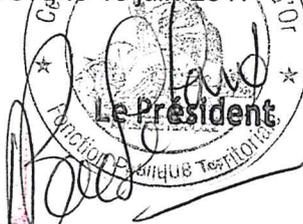
Le Président
Michel BACHELARD

PRÉFECTURE DE LA RÉGION
BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ
PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR

Déposé le : 16 JUIN 2017



Fait à DIJON le 15 juin 2017



Le Président
Michel BACHELARD